

Bonjour amis anti-Linky

Quelques réflexions

1) Vous le savez peut-être, nous avons l'habitude des procédures d'acceptabilité sociale des nouvelles technologies. Nous les avons analysées et critiquées depuis 15 ans – pour les avoir d'abord vues à Grenoble sur les nanotechnologies – et nous avons participé au sabotage de la campagne de la Commission nationale du débat public de 2009-10 sur les nanos. Stéphane Lhomme avait de son côté dénoncé cette même CNDP sur le nucléaire, et les gens de Bure (contre l'enfouissement des déchets nucléaires) ont également mis ses émissaires à la porte. Les méthodes d'acceptabilité ont été développées en raison de l'opposition aux OGM, pour tenter d'éviter que celle-ci ne se reproduise à propos d'autres développements technologiques. Le sabotage de la campagne de 2009-10 avait permis de faire émerger dans la presse et l'opinion l'idée qu'il y a "un problème avec les nanotechnologies".

Manifestement, une telle procédure a été enclenchée par des élus, de façon moins formelle, au sujet de Linky.

La méthode des décideurs est toujours la même, et repose sur un principe énoncé par des sociologues d'Orange Lab : "Faire participer pour faire accepter". Si vous voulez faire passer un projet qui subit une opposition, vous devez intégrer les opposants au processus de discussion, de concertation, d'élaboration, de "co-construction" selon le jargon mielleux des communicants. Cela vous permet ensuite de dire que tout le monde a été consulté, donc que votre projet est démocratique, et de clore le sujet. De plus, les opposants qui se sont assis à la "table ronde" se trouvent ensuite empêtrés entre deux chaises ou, de toute façon, déçus du résultat (c'est ainsi que les Amis de la Terre, après avoir accepté de participer aux débats de la CNDP Nanos en 2009, finirent par s'en retirer en expliquant avoir été manipulés).

Car l'objectif est toujours le même : faire ce qui avait été prévu, moyennant quelques effets de dialogue, récupérés ensuite à grand renfort de publicité – et peut-être quelques ajustements à la marge, qui ne changent rien au fond du problème.

Nous attirons votre attention sur la présence annoncée d'un sociologue. Nous les connaissons trop pour ignorer leur rôle : écouter les arguments des opposants, les faire parler, pour élaborer *en connaissance de cause* les éléments de langage destinés à les neutraliser. Notez la phrase dans le

mail de l'Assemblée nationale : il s'agit de "comprendre la persistance d'un fort mouvement d'opposition à Linky au nom de la santé du citoyen". Pour comprendre les *raisons* de l'opposition, il suffit de lire les dizaines de pages que nous avons tous écrites sur le sujet. Nos arguments sont clairs et compréhensibles même par un député. Ce n'est pas cela qu'ils veulent comprendre, mais bien les ressorts de cette opposition, son ampleur, les liens entre nous, les actions menées : ils veulent prendre la température du mouvement pour mieux l'étouffer.

2) L'Office parlementaire d'évaluations des choix scientifiques et techniques (OPECST), l'un des hôtes de ces réunions, est également dans notre collimateur depuis longtemps. Il s'est toujours distingué par son scientisme forcené, dont ses rapports en faveur des nanotechnologies, des biotechnologies, de la biologie de synthèse, du nucléaire, de la biométrie, des puces RFID – on en passe – témoignent. N'espérez pas convaincre l'OPECST de renoncer à la moindre avancée technologique.

3) Le fait que 4 collectifs soient invités n'est pas anodin. Pourquoi 4, pourquoi ceux-là ? Y-a-t-il un lien géographique avec les députés participant à ces tables rondes ? Il faudrait au moins poser la question. Il s'agit plus sûrement d'introduire une distinction au sein des collectifs, avec peut-être l'idée de diviser l'opposition. La force de ce mouvement, pour l'instant, reste son ancrage local, son absence de "direction centrale" et de hiérarchie, et son indépendance à l'égard de tous pouvoirs. L'Assemblée nationale, en n'invitant que ces quatre-là, crée un précédent, voire une brèche.

4) L'invitation à la seule table ronde sur la santé ne nous surprend guère : c'est le sujet sur lequel les décideurs peuvent le plus aisément du monde répondre aux objections – d'autant qu'une personne de l'Anses est annoncée. Il est évident que cette réunion tournera à l'échange de données techniques, rapport contre rapport, experts contre experts, et qu'en matière d'expertise, c'est toujours l'Etat qui l'emporte.

C'est pourquoi, depuis le début de cette lutte, nous n'avons cessé de répéter qu'il ne s'agissait pas d'une question technique mais politique. Le problème de Linky, c'est le monde dans lequel il nous bascule (tout connecté, big data + smart city). A ce titre, nous n'avons besoin d'aucune expertise technique, mais de notre compétence universelle de citoyens. Nous contestons à l'Etat le droit de nous imposer un objet connecté chez nous, de nous forcer à vivre dans des "smart cities" déshumanisées et automatisées, de faire de nos données une marchandise, bref, de rendre impossible notre vie humaine. Si nous avançons ces arguments, les politiques ne peuvent rien nous

opposer, hormis le fait qu'eux-mêmes, nos représentants élus, veulent l'inverse de nous. Là, nous sommes à égalité d'échange entre citoyens, et nous pouvons faire valoir la persistance d'une opposition dans un rapport de forces que les élus comprennent (surtout quand les élections approchent, certes).

Pour toutes ces raisons, nous pensons quant à nous qu'il faut :

- 1) refuser l'invitation de l'Assemblée nationale (en outre, 4 collectifs au hasard ne sauraient représenter l'opposition à Linky) ;
- 2) au contraire, échanger avec les habitants, nos concitoyens, et communiquer sur les raisons de ce refus ;
- 3) prendre bonne note de l'inquiétude des élus, signe que l'opposition ne faiblit pas et ennuie certains ;
- 4) s'employer à renforcer et à élargir cette opposition afin de renforcer le rapport de forces qui semble s'installer, sur la base d'un refus politique et social. Nous voulons rester libres et humains. Nous refusons tout compteur communicant, serait-il "propre" et sans nuisances sanitaires.

Les collectifs concernés feront ce qu'ils voudront de nos remarques, mais nous tenions à les partager avant peut-être que vous ne preniez vos décisions. Et, si certains se rendent à cette invitation, au moins auront-ils été prévenus.

Pardon d'avoir été si longs, et au plaisir de vous lire,

Salutations libres et humaines,
Pièces et main d'œuvre

PS : en pièce jointe, une publication datant de la CNDP Nanos, pour ceux que cela intéresse.

AUJOURD'HUI LE NANOMONDE

Spécial Débat national sur les nanotechnologies

Pièces et Main d'Œuvre

septembre 2009

16

"The future doesn't need us" (Bill Joy)

© www.piecesetmaindoeuvre.com

© www.nanomonde.org

Edito

Participer, c'est accepter

Il y a vingt ans, le gouvernement socialiste avait décidé la suppression des postes et télécommunications pour créer France Télécom et la Poste. Modernisation, compétition économique, impératifs technologiques. Les Français, attachés à leurs PTT, renâclaient. Comment les soumettre ? En montant un simulacre de démocratie : un *débat public*. "La réflexion sur les difficultés rencontrées pour décider de grandes opérations ou mener de profondes réformes (à l'occasion du "renouveau du service public"), ont (sic) conduit à initier de grands débats. Celui mené, en 1989, sous la responsabilité de Hubert Prévot a accompagné la transformation des services du ministère des postes et télécommunications en deux entités : France Télécom et la Poste."¹

On sait ce qu'il advint des PTT, de France Télécom et de la Poste.

Ce succès, entre autres, mena à la création en 1995 d'un organe chargé de le renouveler chaque fois que le pouvoir aurait besoin de faire accepter l'inacceptable : la Commission nationale du débat public. En 2002 celle-ci fut aménagée en "Autorité administrative indépendante", dont l'imposture est démontée ci-dessous.

La CNDP fait partie des outils d'acceptabilité des nouvelles technologies à la disposition des décideurs, pour vaincre la méfiance de citoyens-consommateurs échaudés par trop de scandales techno-industriels : amiante, vache folle, OGM.

Ses *débats publics* répondent parfaitement aux préconisations des inventeurs de la "démocratie technique". Des sociologues jaunes, spécialisés dans l'acceptabilité de l'innovation, qui proposent aux décideurs des *dispositifs* pour gérer les "controverses".

Vous craignez une opposition aux nanotechnologies ? Michel Callon, de l'Ecole des Mines, ingénieur en rapport de forces, vous transforme les réfractaires en *acteurs du débat* grâce à ses "procédures de dialogue avec le peuple"².

(suite page 2)

Sommaire

- p. 1-2 : Edito : Participer, c'est accepter
- p. 3-4 : Correspondance : la CNDP nous écrit
- p. 5 : Révélations ! Les dessous du débat national sur les nanos
- p. 6 : La CNDP pour les nuls : Pour en finir avec l'imposture des "Autorités administratives indépendantes".
- p. 7 : Quand les débats sur le nucléaire étaient annulés par les opposants
- p.8 : Rencontres avec Pièces et Main d'œuvre

¹ Site de la Commission nationale du débat public : www.debatpublic.fr

² in *Agir dans un monde incertain – essai sur la démocratie technique*, co-écrit avec Pierre Lascombes et Yannick Barthe (Seuil, 2001)

(suite de l'édito)

Mode d'emploi : n'entrez pas dans la confrontation directe, tâchez d'"organiser, maîtriser les débordements sans vouloir pour autant les empêcher". Montez des "forums hybrides", mêlant scientifiques et "profanes", pour favoriser les compromis. Multipliez les débats publics. Admirez le résultat avec ce cas concret : "Le nucléaire qui en sortira sera socialement, politiquement et même techniquement complètement différent du nucléaire qui aurait été décidé en dehors des forums hybrides. Parler "du" nucléaire en général n'a aucun sens. Jouer au jeu de ceux qui sont pour et de ceux qui sont contre est encore plus inepte." Ce miracle qui transforme votre problème-nucléaire en solution-nucléaire s'appelle une forfaiture.

Chacun voit qu'il n'y a pas plus de "démocratie technique" que de roue carrée : la démocratie est la participation de tous aux choix politiques, quand la technique est l'affaire des spécialistes. Cette chimère politique a été bricolée, on s'en doute, par des experts pour fourguer leurs services à une démocratie "en crise".

Quand les sciences humaines se vendent à "l'innovation", elles deviennent plus royalistes que le roi. Jamais Michel Callon et ses semblables ne recommandent d'introduire le politique dans la technique, de rappeler aux scientifiques leur responsabilité sociale. Leur solution au contraire consiste à imposer la logique technicienne au corps social, à encourager chaque citoyen à faire valoir son *expertise*. La "démocratie technique", c'est la négation du politique.

Revenons à France Télécom, brillamment transformée en société de droit privé grâce au *débat public*, et dont les salariés jouissent désormais d'un management expéditif. Dans les laboratoires de recherche & développement de l'opérateur collaborent des sociologues des usages, dont la mission est de concocter les dispositifs d'acceptabilité pour vous vendre les futurs objets communicants. Mission remplie admirablement, à en juger par le succès du téléphone portable et autres *smartphones*. Connaissez-vous le credo de ces pros de la manipulation ? "**Faire participer, c'est faire accepter.**" C'est dire si les Verts et toute la piétaille associative-de-bonne-volonté les enchanteront en se ruant dans les débats de la CNDP sur les nanotechnologies cet automne.

Voilà qui explique pourquoi le président de ladite commission a pris la peine de nous écrire pour nous inviter une fois de plus à prendre part à son débat.

Participer, c'est accepter. Voilà pourquoi nous appelons au boycott et au sabotage de cette opération de propagande.

L'acceptabilité : anticiper ce qui peut être toléré

Magali Bicaïs a passé plusieurs années dans un laboratoire R&D (Recherche et développement) de France Telecom. Selon elle, "l'acceptabilité sociale est associée aux nouvelles technologies, car elles transforment nos manières de vivre. On parle d'acceptabilité sociale quand on travaille sur une technologie susceptible d'avoir des conséquences sur l'organisation sociale elle-même. Avec les techniques d'acceptabilité, on a franchi un nouveau pas : il s'agit d'anticiper ce qui peut être toléré. La question n'est plus celle des besoins ni des envies, mais de savoir ce que les consommateurs, ou les citoyens, ne vont pas supporter".

revue Z, n°1, printemps 2009

www.zite.fr

Ouverture du site du débat public sur les nanotechnologies

Aujourd'hui le nanomonde (nanomonde.org)

Contre la campagne d'acceptabilité des nanotechnologies lancée par le gouvernement via la CNDP, Pièces et Main d'œuvre a ouvert, le 21 septembre 2009, un nouveau site dédié aux nanos et à la lutte contre la tyrannie technologique :

Aujourd'hui le nanomonde, sur www.nanomonde.org.

Vous y trouverez :

- Les ressources pour découvrir les nanotechnologies et le nanomonde ;
- Des informations et des révélations sur la campagne d'acceptabilité de la CNDP ;
- L'actualité de la contestation des nérotechnologies ;
- Un agenda des débats et actions contre la tyrannie technologique ;
- Des outils pour organiser vos propres événements.

Correspondance

La Commission nationale du débat public nous écrit

Le précédent numéro d'*Aujourd'hui le Nanomonde* (juin 2009) dénonçait la prochaine campagne nationale de manipulation en faveur des nanotechnologies, confiée par le gouvernement à la Commission nationale du débat public (CNDP). Notre appel au boycott a déçu le président de la commission, Jean Bergougnoux, qui nous l'a fait savoir par courrier. Nous lui répondons, comme il se doit, *publiquement*.

"Paris, le 7 juillet 2009

Mesdames et Messieurs les membres et sympathisants de PMO

La Commission particulière du débat public que je préside a été chargée par la Commission nationale du débat public d'animer un grand débat national sur les nanotechnologies.

Nous avons appris avec regret que vous envisagiez de vous tenir à l'écart de ce débat. Tout en respectant cette décision, nous souhaiterions qu'elle ne repose pas sur un malentendu."

La CNDP a bien fait de nommer le madré Bergougnoux à la tête de sa commission Nanotechnologies. Dites-lui que vous êtes révolté, il vous prescrira un anti-dépresseur. Quand nous écrivons : *"La seule attitude décente à l'automne prochain sera le boycott intégral des pseudo-débats de la CNDP et la critique publique de la tyrannie technologique"*, le président traduit *"vous envisagiez de vous tenir à l'écart de ce débat"*. On vous aura prévenus, les volontaires pour cette mascarade. Ne venez pas vous plaindre de voir vos propos interprétés, déformés, manipulés.

Levons donc tout malentendu et rappelons que ce "grand débat national" est motivé par la critique et l'agitation autour des nanotechnologies, portées par PMO depuis janvier 2003, et qu'il a pour objectif de noyer cette critique dans la mélasse des "débat participatifs" encadrés par les experts en "démocratie technique". Nous n'avons cessé, quant à nous, de mettre sur la *place publique*, seul lieu légitime du débat, les menaces des hypertechnologies et des technologies convergentes, que les décideurs et les chercheurs auraient préféré garder dans la discrétion des laboratoires. Sans notre activité et celle de nos amis, c'est toute la population qui aurait été tenue *"à l'écart de ce débat"*.

Le débat public n'a pas plus besoin d'une "commission nationale" et de commissaires, que la démocratie d'experts.

"Même s'il est vrai que ce débat a été déclenché par une saisine de la CNDP par les Pouvoirs publics, les principes fondateurs du débat public impliquent que nous soyons d'une totale indépendance tant vis-à-vis de l'Etat que des différents acteurs (chercheurs, entreprises, utilisateurs...) intervenant dans le domaine des nanotechnologies."

Indépendance : *situation d'un organe ou d'une*

collectivité qui n'est pas soumise à un autre organe ou à une autre collectivité (dictionnaire Robert).

Les principes fondateurs de la "totale indépendance" exigeraient que les membres de la CNDP ne fussent ni issus des institutions et des grands corps de l'Etat, ni nommés par le président de la République, le Premier ministre sur proposition de ministres, les présidents de l'Assemblée nationale et de Sénat. La "totale indépendance" interdirait à la commission d'être rattachée budgétairement au ministère de l'Ecologie, y compris pour l'organisation de cette campagne sur les nanotechnologies. Qui paie les violons choisit la mélodie.

Rappelons que la CNDP a été saisie pour ladite campagne par rien moins que sept ministères : Environnement, Economie, Travail, Agriculture, Enseignement & Recherche, Défense, Santé & Sports. Ces *maîtres d'ouvrage* lui ont fourni le dossier qui servira de base au débat public, comme on le voit, de façon totalement indépendante de l'Etat.

Au fait ! Pièces et Main d'œuvre n'est nommé par personne, ne reçoit de financement de quiconque, et s'auto-saisit sans qu'on ne lui demande rien.

"Comme dans tout débat public, notre mission consiste à : - informer aussi complètement et objectivement que possible nos concitoyens sur les différents aspects des problématiques complexes qui caractérisent les nanosciences, les nanotechnologies et leurs multiples applications actuelles ou envisagées. Dans cette perspective il va de soi que rien ne sera occulté s'agissant en particulier des risques pour la santé, l'environnement ou la société que peuvent comporter ces technologies et leurs applications."

Rien ne sera occulté, sauf la présence, aux côtés de la CPDP, d'un comité invisible constitué d'experts chargés d'aviser et d'assister clandestinement la commission. Qui sont ces conseillers secrets, des sociologues, des économistes, des scientifiques ? A quoi servent-ils exactement ? Pourquoi les dissimuler au public ? Encore une occasion ratée de nous informer "aussi complètement que possible".

Idem pour le recours à une agence de com', recrutée sur appel d'offre du ministère de l'Ecologie pour *"une prestation d'assistance à l'organisation auprès de la Commission Particulière du Débat Public."*

Pourquoi M. Bergougnoux omet-il de dire qu'en réalité ce n'est pas lui, mais l'agence I&E Consultants, 32 rue de Trévise, Paris IXe, qui organisera et pilotera les réunions ? Celle-ci revendique-t-elle la même "totale indépendance" que le

président de la commission ?

Il ne suffisait pas que la CNDP fût un leurre pour détourner du pouvoir la colère des sans-pouvoir, voilà qu'elle délègue à son tour sa mission à des pros de la com' et des "stratégies d'opinion" (lire page 5). C'est le vrai visage de la démocratie technique.

"- permettre à ceux, institutions, associations ou simples citoyens qui souhaitent exprimer leurs attentes, leurs craintes, leurs appréhensions, leurs préconisations, de trouver une tribune et d'être écoutés avec attention quelles que soient leurs positions ;

- rendre compte objectivement des positions et des arguments qui se sont exprimés au cours du débat, dans le cadre des réunions publiques ou par des contributions écrites ou via le site Internet de la Commission. J'insiste sur le fait que la CPDP n'est en aucun cas en position d'arbitre, qu'il ne lui appartient pas d'émettre des recommandations et que son rapport final aura pour seule ambition de mettre chacun des acteurs (pouvoirs publics, organismes de contrôle, chercheurs, entreprises, corps médical, associations...) face à ses responsabilités sur la base d'un compte-rendu objectif des opinions exprimées au cours du débat."

Notez la précision : la CNDP nous offre le droit de nous exprimer *quelles que soient nos positions*. C'est dire si de telles largesses semblent exceptionnelles aux techno-maîtres. Qui du reste ne promettent rien d'autre que de nous écouter. Chacun sait que vider son sac soulage, et c'est précisément l'objet de cette fausse agora : épuiser la colère des sans-pouvoir en lui offrant une soupe. Il va de soi, avoue Bergougnoux, que tout ceci sera sans conséquence, la commission n'ayant pas pour vocation d'émettre la moindre recommandation. Ou comment occuper les jobards verts et bureaucrates associatifs qui croient utile de plastronner dans cette comédie. Le croient-ils vraiment ? Ou leur collaboration n'est-elle que l'alibi qui leur permet, à coup de "cahiers d'acteurs" et d'interventions, de cacher leur veulerie et leur malhonnêteté ?

"Pour que cette exercice de démocratie participative – certains préféreront dire d'intelligence collective – réussisse, il est évidemment indispensable que tous ceux qui ont quelque chose d'important à dire sur le sujet, le disent et le disent dans le cadre du débat. C'est pourquoi nous comptons sur votre participation active à ce débat."

Ici, lecteur, attention. Bergougnoux dit la vérité et chaque mot compte. On se souvient que le credo des sociologues de l'acceptabilité de France Telecom R&D résume à la perfection le rôle des raouts "participatifs" : *"Faire participer, c'est faire accepter"*, disent ces experts en manipulation. On comprend pourquoi les animateurs de la démocratie technique tentent toujours de nous mouiller (du cycle NanoViv à Grenoble à la CNDP). Non seulement notre participation leur fournirait le label "approuvé par les opposants", mais le simple fait de *faire partie* de la manip' étoufferait notre critique jusqu'à la rendre

inaudible. *Participer, c'est accepter*, par un effet mécanique de connivence et de coopération qui aboutit toujours au plus petit dénominateur commun. C'est ainsi qu'écotechs et citoyennistes se glorifient d'avoir obtenu l'étiquetage de l'alimentation génétiquement modifiée, arraché de haute lutte militante à l'industrie qui n'attendait que cette minime concession pour leur fourguer sa pâtée transgénique. Promettez-leur *encadrement, normalisation, régulation* des nanotechnologies, et vous verrez les associatifs-ouverts-au-dialogue se vanter d'avoir contribué à un nanomonde citoyen et durable.

L'insistance de Bergougnoux à rabattre chacun *"dans le cadre du débat"* de la CNDP souligne ce besoin de connivence. Nous refusons de *jouer le jeu*, parce que nous refusons le nanomonde que ces divertissements citoyens sont censés rendre acceptable. Les soumis de la tyrannie technologique, les résignés de la survie artificielle dans le monde-machine et de la course à l'abîme technicien, ne pourront pas dire que nous avons acquiescé avec eux. Voilà ce que nous appelons mettre chacun, y compris les prestataires en débat public, *face à ses responsabilités*.

"Quoiqu'il en soit (sic), sachez que le site Internet de la CPDP sera ouvert vers la fin du mois de septembre 2009 et que vous aurez toujours la possibilité d'y présenter vos arguments et d'y exprimer vos positions."

Sans façons. Nous disposons de nos propres moyens d'expression, et nous invitons tous ceux qui souhaitent participer au vrai débat public sur les nanotechnologies à se rendre sur le site www.nanomonde.org. ■

Pendant le débat, les nanos continuent

➤ 9 décembre 2008 – Assises européennes de l'innovation – Nicolas Sarkozy

A propos du plan Nano-Innov : *"Je voudrais profiter de ces assises pour vous annoncer que la France va mettre en place une stratégie d'innovation dans les nanotechnologies, appuyée sur des clusters à Saclay, au sud de Paris, à Grenoble et à Toulouse."*

➤ 5 mai 2009 - Communiqué du ministère de l'Enseignement et de la Recherche

Valérie Pécresse *"a ainsi souligné le caractère crucial de ce plan (NDR : Nano-Innov), qui permettra de contribuer de manière significative à l'effort de relance, au regard de l'opportunité exceptionnelle que les nanotechnologies représentent pour l'industrie française."*

➤ 7 mai 2009 - Communiqué du ministère de l'Économie et des Finances

Les ministres Christine Lagarde et Valérie Pécresse *"ont demandé au Commissariat à l'énergie atomique de faire de la microélectronique et des nanotechnologies une priorité de son prochain contrat d'objectifs, de 2010 à 2013, conformément à la lettre de mission adressée à l'Administrateur général."*

Révélation! Les dessous du débat national sur les nanos

Les experts en flicage d'opinion aux manettes

Avis aux volontaires pour la mascarade du débat national : vos interlocuteurs ne seront pas ceux que vous pensez. Vous croyez que la Commission particulière du débat public, ce supposé groupe de "sages" détaché des basses contingences, pilotera les réunions ? Vous êtes naïfs. La CPDP, nous apprend le site *strategies.fr*, "a fait appel à I&E Consultants pour organiser, d'octobre 2009 à février 2010, un débat national sur les nanotechnologies, comme les pouvoirs publics s'étaient engagés à le faire dans le cadre du Grenelle de l'environnement. L'agence organisera en partenariat avec S'cape une vingtaine de réunions publiques dans différentes villes de France. Elle s'appuiera sur les relations avec les médias, mais aussi sur Internet où un important programme de gestion de l'opinion en ligne sera déployé."

En somme, la Commission du débat public sous-traite à une agence de com'... le débat public. On ignore si cette dernière recrutera elle-même un prestataire, quoique cette option soit envisagée sans rire dans l'avis d'attribution du marché. Bref, les gogos discuteront avec les fournisseurs des employés de l'administration. C'est que les décideurs, eux, n'ont pas de temps à perdre dans la confrontation avec l'opinion : pendant les débats, ils ont un plan de développement des nanotechnologies à mettre en œuvre.

Détail plaisant : l'appel d'offre n'a pas été passé par la commission, mais, en "totale indépendance" comme dit son président, par le ministère de l'Ecologie qui paiera lui-même l'agence. Laquelle est priée de prendre en charge : "L'organisation du débat public sur des options générales en matière de développement et de régulation des nanotechnologies. Le marché porte sur une prestation d'assistance à l'organisation auprès de la Commission Particulière du Débat Public.

La prestation comprend :

- L'organisation et le pilotage des réunions du débat,
- Le conseil stratégique pour l'organisation du débat, sa valorisation et l'optimisation de la participation du public,
- La conception, la réalisation et la diffusion de supports de communication,
- Les relations presse."

Qui sont I&E Consultants ?

Devinez le prestataire choisi par le ministère ? Si on vous dit "flicage d'opinion chez les enseignants et les universitaires", ça vous rappelle quelque chose ? Oui, le scandale provoqué par l'appel d'offres du ministère de l'Enseignement et de la Recherche auprès d'agences de relations publiques, à l'automne 2008, pour "identifier les sources stratégiques", "anticiper et

évaluer les risques de contagion et de crise", "repérer les leaders d'opinion et les lanceurs d'alerte, et analyser leur potentiel d'influence et la capacité à se constituer en réseau", en passant en revue les "sites commentateurs de l'actualité, revendicatifs, informatifs, participatifs, politiques, etc", sites de syndicats, de partis politiques, d'associations, forums de discussion, blogs, pages personnelles, réseaux sociaux, plateformes vidéos, etc.

Le prestataire retenu à l'époque, I&E Consultants, est celui-là même qui organise et pilote les réunions du débat public sur les nanos. Une agence qui se présente comme experte en "stratégies d'opinion", on ne pouvait espérer mieux pour garantir un débat démocratique. Voyez plutôt les services offerts par ces trafiquants d'opinion : "Affaires publiques et influence : analyse de contexte, cartographie des acteurs, identification de cercles d'influence, veille parlementaire et gouvernementale, identification, programmes de prévention des crises, affaires judiciaires, lobbying et programmes de mise en relation, stratégie média, publicité d'opinion, etc."

Grâce aux réunions du "grand débat national" sur les nanotechnologies, et au "programme de gestion de l'opinion" sur le site Internet de la CNDP, les mouchards de I&E n'auront pas même à se fatiguer : les éventuelles récriminations anti-nano leur seront livrées sur un plateau. On comprend mieux l'insistance du président de la commission à ce que chacun s'exprime dans le cadre fixé par ces ingénieurs du rapport de forces. ■

Extra ! Confiez vos dossiers scélérats
à des spécialistes ! publicité

Collectivités locales, institutions, pouvoirs publics, vous avez un projet contesté, un dossier brûlant à faire avaler à vos administrés ? Vous souhaitez prévenir une crise d'opinion ? Le groupe I&E agit sur les comportements et les opinions dans un double souci d'efficacité et de communication et de valorisation de votre image.

Pour la réussite de vos projets, comme le Tunnel du Mont-Blanc, l'Afset, les Autoroutes alpines et la CNDP, faites confiance à nos consultants ! Notre métier consiste à faire bouger les perceptions et les comportements au service de votre réputation

Consultez-nous !

Groupe I&E

42 rue de Trévise, 75423 Paris cedex 09

Tél. : 01 56 03 12 12 / Fax : 01 56 03 13 13

La CNDP pour les nuls

Pour en finir avec l'imposture des "Autorités administratives indépendantes"

Le mot magique. *Indépendante*. La Commission nationale du débat public se range, technocratiquement parlant, dans le rayon des "autorités administratives indépendantes" (AAI), comme le Conseil supérieur de l'audiovisuel ou la Commission nationale informatique et libertés. Vous savez, ces pseudo-conseils de "sages", libres de toute attache sociale, politique, idéologique, hors du monde pour tout dire, censés rendre des avis "neutres" et désintéressés, au profit du bien public.

Il suffit de lire les décrets concernant l'organisation et le fonctionnement de ces AAI pour saisir l'imposture. Qui sont les commissaires de la CNDP ? Des parlementaires et élus locaux, des membres de hautes juridictions (Conseil d'Etat, Cour de cassation, préfectures, tribunaux administratifs, etc), des représentants d'associations. Qui les nomme ? Le président de la République, les présidents du Sénat et de l'Assemblée nationale, le Premier ministre sur proposition du ministre de l'Ecologie, etc. Qui finance et héberge la CNDP ? Le ministère de l'Ecologie. Bref, dans "Autorité administrative indépendante", le mot important est *administrative*. Ces *machins* sont des appendices de l'Etat qui les utilise à sa guise.

Ecoutons ce qu'en dit la Commission nationale du débat public elle-même, dans son rapport d'activité 2008-09 : *"Une Autorité administrative indépendante est une institution de l'Etat chargée, en son nom, d'assurer la régulation de secteurs considérés comme essentiels et pour lesquels le Gouvernement veut éviter d'intervenir trop directement."*

Ah, le bel euphémisme ! Nos maîtres, soucieux de ne pas paraître "trop directifs" en nous imposant les nanotechnologies, chargent leurs employés de nous faire avaler la pilule sans douleur.

Orwell nous l'avait bien dit : *L'indépendance, c'est l'obéissance.*

Des manipulateurs sans vergogne

La CNDP est si peu libre qu'elle ne peut pas même s'auto-saisir. Saisie par les maîtres d'ouvrage ou autres *autorités* (sept ministères pour le dossier des nanotechnologies), elle doit animer le débat public sur la base du dossier *fourni par le maître d'ouvrage* du projet concerné.

Que dit le maître d'ouvrage à la CNDP pour le débat sur les nanos ? La lettre de saisine envoyée par le gouvernement va droit au but : *"Le débat devra permettre d'éclairer les grandes orientations de l'action de l'Etat dans les domaines suivants : modalités de soutien à la recherche et aux innovations en matière de nanotechnologies (...)"*

Même ton dans la synthèse du dossier fourni par les maîtres d'ouvrages : *"Le débat engagé avec les citoyens a pour objectif de diffuser largement une information factuelle sur les nanotechnologies pour permettre au plus grand nombre de suivre ce domaine en plein développement."* On ne saurait être plus directif.

Les maîtres d'ouvrage ne se contentent pas de fournir le dossier. La commission décrit ainsi ses relations avec eux :

"Durant la phase préparatoire : coopération étroite dans la préparation des dossiers mais le maître d'ouvrage reste totalement responsable du fond ; le maître d'ouvrage est libre de sa communication mais tient la CPDP (NDR : Commission particulière du débat public – celle en charge des Nanos) informée de ses initiatives."

Durant le débat proprement dit : la CPDP traite tous les intervenants, y compris le maître d'ouvrage, sur un pied d'égalité ; le maître d'ouvrage s'abstient de toute communication en-dehors du débat piloté par la CPDP."

On appréciera le type d'indépendance qui laisse le gouvernement *"totalement responsable du fond"*, c'est-à-dire maître du dossier avant le débat, pour créer dans la phase publique et médiatique une illusion de distance et de neutralité. Il ne suffit plus d'être naïfs pour croire à l'imposture de ces dispositifs. Il faut aussi avaler l'humiliation d'être à ce point manipulés. Qu'il se trouve encore des associatifs, "militants responsables", pour jouer le jeu d'une telle hypocrisie, constitue sans doute l'obstacle majeur pour espérer freiner la catastrophe.

Moulins à vent

Au fait ? Les débats achevés, à quoi servent les rapports de la CNDP ? *"La loi ne confère à la CNDP aucun pouvoir juridique réglementaire ou de sanction"* (rapport d'activité). Comme la CNIL, la Commission du débat public peut émettre tous les avis qu'elle juge utile, sans que rien n'impose aux autorités de les suivre. Le pouvoir ne prend même pas la précaution de dissimuler son mépris. Il commande sans rire un débat national sur les nanos, trois ans après l'inauguration à Grenoble de Minatec, "premier pôle européen de nanotechnologies", et au moment où Sarkozy investit massivement dans ce secteur.

Mais, direz-vous, et si les citoyens réunis par la Commission nationale du débat public refusaient tout soutien à ces néotechnologies, s'ils estimaient plus raisonnable de ne pas *suivre*, mais au contraire de stopper ce développement mortifère ? Oh, il serait toujours temps de convertir Minatec en potager bio et

de remettre au pot les millions investis en 2009 pour le plan Nano-Innov.

Soyons sérieux. La CNDP, comme l'ont prouvé ses précédents "débat" sur les déchets nucléaires ou sur ITER, est de ces leurre destinés à épuiser la colère des sans-pouvoir dans une pseudo agora, afin que chacun rentre chez soi vaincu, mais provisoirement soulagé d'avoir vidé son sac.

C'est le service qu'elle rend au pouvoir – d'autant plus utile qu'elle parvient à berner le plus grand nombre de gogos. Toujours volontaires ? ■

Devinez qui dirige la commission "Nano" ?

Si vous deviez désigner le président de la Commission particulière du débat public chargée des nanotechnologies, qui choisiriez-vous ? Qui vous semblerait pertinent pour animer un débat libre et réfléchir sur une technologie qui doit *révolutionner nos vies* ?

Un philosophe, un écrivain peut-être ? Un simple citoyen, expert de la vie sur Terre ? On voit que vous n'y connaissez rien à l'indépendance.

Celui qui dirige le débat public sur les nanos, Jean Bergougnoux, est un *ingénieur*. Oui, comme ceux qui développent les nanotechnologies dans leurs labos et start up *innovantes*.

Choix judicieux, qui garantit une approche globale et distanciée du rôle de la technologie dans le monde tel qu'il ne va pas. Ainsi les 25 années passées par Bergougnoux à EDF (notamment à sa tête) l'ont-elles sûrement préservé d'une vision univoque de la nucléarisation de la planète. Cette expérience, ainsi que celle de la direction de la SNCF, auront à n'en pas douter favorisé chez ce *grand patron* une distance d'avec le pouvoir, un regard critique sur les "logiques d'entreprises", une analyse sensible et sensée de la rationalisation des flux – énergie, transports, humains – qui écrase nos vies.

Un pur technarque pour animer le débat national sur les nanotechnologies : Jean Therme (patron du CEA-Grenoble/Minatoc) en a rêvé, la CNDP l'a fait.

A suivre

Quand les débats sur le nucléaire étaient annulés par les opposants

Octobre 2005 : la CNDP organise des débats publics sur la gestion des déchets radioactifs. Six associations (Amis de la terre, Agir pour l'environnement, France nature environnement, Réseau action climat, Greenpeace et le WWF) ayant annoncé leur boycott, deux débats, à Cherbourg et Paris, sont annulés.

Trois ans plus tard, alors qu'un nouveau cycle de débats CNDP sur ce sujet est évoqué, Sortir du Nucléaire constate : "*Lors du Débat public de 2005 organisé par la CNDP sur l'ensemble de la question des déchets nucléaires, l'option de l'enfouissement avait clairement été écartée... ce qui n'a pas empêché le pouvoir d'imposer cette option. Il est donc avéré qu'un Débat public n'apporte absolument aucune garantie.*" (cf. hns-info.net)

26/01/2006, AFP : "*La première réunion du débat public sur l'installation du réacteur expérimental de fusion thermonucléaire Iter à Cadarache (Bouches-du-Rhône) a dû être annulée jeudi soir à Aix-en-Provence, à la suite de l'intervention des opposants au projet, a-t-on appris auprès des deux parties. Des opposants membres du collectif "Sortir du nucléaire", une centaine selon eux, environ 70 selon les responsables d'Iter, ont investi la tribune où avaient pris place les dirigeants d'Iter, empêchant toute tenue du débat. "Pour nous, un débat public doit se tenir avant une décision. Or, la décision d'implanter Iter a déjà été prise en juin. Nous demandons donc l'annulation de cette décision, pour qu'un vrai débat puisse avoir lieu", a indiqué à l'AFP Stéphane Lhomme, porte-parole du réseau "Sortir du nucléaire".*"

Avis aux opposants au nanomonde et à la manipulation de l'opinion : quand on veut se faire entendre, on peut.



Rencontres avec Pièces et Main d'Œuvre

Contre la tyrannie technologique

Mercredi 14 octobre à 20h

Le Cri du Peuple

67 avenue Jean Jaurès

Reims



Le métro, lieu d'expérimentation du contrôle total

(avec Souriez vous êtes filmés !)

Samedi 17 octobre à 20h

Lille

(adresse à préciser. Voir www.nanomonde.org)



Le téléphone portable, gadget de destruction massive

Jeudi 15 octobre à 20h

Maison des Associations

Douai



Des nanotechnologies à la société de contrainte

Lundi 26 octobre à 20h

Le Tire-fesses

15 bd Bellevue

La Montagne (Nantes)

Contre l'artificialisation du vivant

(avec le groupe Oblomoff)

Vendredi 16 octobre à 20h

Lille

(adresse à préciser. Voir www.nanomonde.org)

Retrouvez les précédents numéros de "*Aujourd'hui le Nanomonde*" sur www.piecesetmaindoeuvre.com